



Quiconque n'a pas renoncé à être un peu vivant n'a pas à s'étonner de la répression policière, quelle que soit sa forme. Nous connaissons les contrôleurs en tous genres, le quadrillage policier, les matraques, les expulsions.

Nous connaissons aussi les tirs de flashball et leur cohorte de blessés, d'éborgnés. Nous les prenons pour ce qu'ils sont : des opérations au sein d'une guerre en cours, pour écraser visiblement ce qui échappe à l'ordre, pour nous terroriser en nous marquant dans notre chair, dans celles de nos amis. Pour faire le partage entre le citoyen, qui respecte la légalité, et le voyou, qui mérite le bâton.

Chaque fois c'est une figure caricaturale que vise le pouvoir et auquel les médias donnent une touche finale : bloqueur dans un mouvement lycéen-étudiant, pilleur participant à une autoréduction, jeune de quartier, squatteur anarchiste. Mais confusément, c'est une *menace* à laquelle il s'attaque. Chaque fois derrière les blessés et leurs noms propres, il y a des lieux, des pratiques et des logiques politiques. En fait, du partage et de l'amitié : de l'ingouvernable. Ici, des dizaines de personnes décident de sortir d'un monop' sans payer. Là, d'autres s'opposent à l'expulsion d'une habitation collective illégalement occupée. Ailleurs encore, des potes qui ont vu deux des leurs se faire écraser par une voiture de police résistent un temps au flicage de leur quartier.

Il n'y a pas à moraliser sur la répression, mais à s'organiser à partir de ce que nous éprouvons quand nous rencontrons la forme flashball de la violence policière : la rage face à l'obstacle que constitue la police et les blessures qu'elle nous inflige. S'organiser parce que nous tenons à ce que le pouvoir considère comme une menace, et que nous savons que nous retrouverons le flashball, ou ce qui viendra le remplacer, sur notre route. Pour ne pas attendre passivement les prochaines fois. Pour ne pas être démunis.

Sur le plan juridique, pour des raisons de fric et d'assurance d'abord. L'hôpital, les soins, ça coûte cher. Dans tous les cas de blessures au flashball des procédures judiciaires ont été ouvertes. Elles sont longues et peu efficaces. Mais avec la complicité d'un avocat nous avons élaboré une procédure qui permet de poursuivre non pas simplement un flic, toujours protégé par sa hiérarchie, mais directement le ministère de l'intérieur. Il faut savoir se battre sur ce terrain-là aussi. Faire changer la peur de camp et rendre impossible l'usage du flashball.

Sur le plan pratique : d'un côté, il y a le pouvoir qui fait de la cagoule ou de la burka un délit, qui impose la visibilité de tous et qui tire sur nos têtes nues à coup de flashball. De l'autre, il y a nos têtes et nos corps, justement. Face aux risques de blessures, il y a des gestes et des armes à trouver, des réflexes à développer : mettre un casque pour se protéger devrait être aussi évident que mettre une écharpe face aux appareils photo des flics. Ici aussi il faut apprendre à se défendre face à la police.

Sur le plan politique, enfin. S'organiser donc, parce que nous voulons les moyens de notre autodéfense. Pour se rencontrer surtout, et apprendre ensemble à défendre ce qui nous est cher, et rendre plus fort ce sur quoi le pouvoir n'a pas prise.

faceaflashball@boum.org

Flashball et autres saloperies : œil pour œil, œil pour œil...